

Conférence:

HAICOP

Haute Instance de la Commande Publique
الهيئة العليا للطلب العمومي



Lancement de la Stratégie de Management des risques dans les marchés publics

15 Mars 2019,
Golden Tulip El Mechtel, Tunis



Le Projet Bonne Gouvernance et Anti-corruption en Tunisie

Avec le soutien financier du *Foreign and Commonwealth Office* du Royaume-Uni, l'OCDE met en place ce projet en coordination avec le Gouvernement Tunisien. Ce projet vise à contribuer à améliorer la gouvernance des deniers publics, la stabilité, la prospérité et la confiance des citoyens en Tunisie. Il accompagne le Gouvernement de la Tunisie dans l'acquittement de ses engagements pour une bonne gouvernance pris lors de la Conférence Anti- Corruption de Londres et l'accord de Carthage ainsi que dans la mise en application de la stratégie nationale anti-corruption 2016-2020.

En s'appuyant sur les travaux accomplis par l'OCDE dans le cadre du Programme MENA-OCDE et des Recommandations de l'OCDE sur l'Intégrité Publique, le Gouvernement Ouvert et les Marchés Publics, ce projet compte trois domaines cibles. Il vise à créer de la réactivité via de meilleurs services publics locaux pour les citoyens et un soutien aux citoyens dans leur rôle de contrôle de la prestation des services publics, des connections à travers une meilleure coordination de gouvernance et un meilleur audit et contrôle public, et enfin de la prospérité via de meilleurs services publics pour un environnement plus favorable aux affaires et plus d'efficacité et de transparence dans le domaine des marchés publics.



Programme

09:00 - 9:30

Ouverture

- **M. Khaled El Arbi, Président de la HAICOP**
- **Représentant de l'Ambassade du Royaume-Uni en Tunisie (tbc)**
- **M. Paulo Magina, Chef de l'Unité des Marchés Publics de l'OCDE**

9:30 – 10:45

Présentation et lancement de la stratégie de management des risques dans les marchés publics

- ▶ *Introduction et modération: M. Paulo Magina, OCDE*

La Tunisie est l'un des premiers pays à avoir développer une stratégie de management des risques dans les marchés publics. Pourquoi? Les marchés publics sont un domaine à haut risque. Représentant près de 14 % du PIB en Tunisie, la passation des marchés publics est l'une des activités gouvernementales les plus vulnérables à différents risques y compris les risques de corruption et d'atteinte à l'intégrité. Ces risques s'expliquent par les volumes financiers en jeu, la complexité des procédures et l'interaction, le contact étroit entre les secteurs publics et privés et l'aspect multisectoriel des marchés publics. Gérer les différents risques liés aux marchés publics efficacement constitue un élément central pour assurer la bonne gestion des deniers publics mais également le bon fonctionnement du système dans son ensemble.

- **Mme Rim Zehri, Présidente de l'Observatoire Nationale de la Commande Publique, HAICOP**
- **M. Issa Ide, Chargé en Chef du département des Acquisitions, Banque islamique de développement**
- **M. Abdelmjid Boutaqbout, Trésorerie Générale du Royaume, Maroc**

10:45 – 11:30

De la stratégie à l'implémentation de la stratégie de management des risques dans les marchés publics

- ▶ *Introduction et modération: Mme Kenza Khachani, OCDE*

L'implémentation effective d'une stratégie de management des risques dans les marchés publics pour toutes les entités publiques tunisiennes nécessite la mise en place d'un certain nombre d'outils et une méthodologie adaptée. Tout d'abord, le travail rapproché avec les différents pilotes qui permet d'adapter la stratégie au contexte national mais également le développement d'un certain nombre d'outils pratiques permettant le déploiement effectif de la stratégie ainsi que le renforcement des capacités des entités publiques.

- **Les pilotes de la stratégie de Management des risques dans les marchés publics en Tunisie (Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire, Ministère des Transports, Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche, Société nationale des chemins de fer tunisiens, Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz**
- **Représentant de la Banque Africaine de Développement (tbc)**

11:45 – 12:30

Renforcer le système de contrôle et d’audit de la Commande Publique à travers la stratégie de management des risques

► *Introduction et modération : M. Angelos Binis, OCDE*

Malgré la présence de nombreux mécanismes et instances de contrôle dans le domaine des marchés publics, le défi consiste toujours à améliorer l'efficacité des missions de contrôle et d'audit et des garde-fous afin d'identifier et de remédier les causes racines des menaces et des insuffisances qui entravent les efforts des gouvernements à améliorer le système de passation des marchés publics. Une approche fondée sur le management des risques afin d'identifier les menaces, mais aussi les opportunités qui impactent l'amélioration de la bonne performance et de l'efficacité du système de passation des marchés publics contribue à l'optimisation des différents contrôles. Cette stratégie de management des risques dans les marchés publics développée par la HAICOP aura donc un impact positif sur l'efficacité des contrôles opérés par les différents corps de contrôle tunisiens.

- **Représentant de la HAICOP**
- **Représentant du Contrôle Général des Services Publics**
- **M. Darius Matusевич, Chef de l'Unité de Méthodologie pour l'Audit Interne et le Contrôle, Ministère des Finances, Lituanie**

12:30 – 13:15

Recourir au systèmes électronique pour mieux identifier et atténuer les risques menaçants le bon fonctionnement du système de passation des marchés publics

► *Introduction et modération: Mme Erika Bozzay, SIGMA*

Les outils électroniques représentent une réelle source d'informations pour accéder aux données et informations sur les marchés publics mais aussi pour identifier et atténuer certains risques. C'est le cas par exemple des plateformes de passation électronique des marchés publics (e-procurement) mais également d'autres outils et plateformes qui y sont intégrées ou pas. L'utilisation de ces outils peut permettre de mieux identifier et atténuer les risques menaçants le bon fonctionnement du système.

- **Mme Sonia Ben Salem, Présidente de l'Unité Tuneps**
- **M. Gonçalo Negrão Serra, Digital Transformation, BERD**
- **M. Joelle Seme Park, Programme Coordinator, Korea International Cooperation Agency (KOICA)**

13:15 – 13:30

Conclusion

L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 36 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Les projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

Le Conflict, Stability and Security Fund du Ministère des Affaires Étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni apporte une aide de développement à la Tunisie au travers du Conflict, Stability and Security Fund. Ce fonds est géré par l'Ambassade britannique à Tunis.



CONTACT

Kenza Khachani | Kenza.Khachani@oecd.org

Angelos Binis | Angelos.Binis@oecd.org

Suivez-nous sur Twitter 

@OECDgov

#MENAOCED #Hawkama4Tunisia